

leurs qui n'ont eu qu'un peu plus d'une semaine de préavis avant leur mise à pied.

Les questions de financement de la formation et du recyclage, de la recherche d'emplois, de la mobilité et de l'adaptation communautaire sont tout aussi importantes parce qu'elles ne touchent pas uniquement les travailleurs du secteur industriel, mais tous les travailleurs du secteur des services.

• (1720)

Nous faisons face à la crise la plus désastreuse de chômage industriel, à ma connaissance. Elle est pire, je pense, que la récession de 1981-1982. Manifestement, nous partons d'un nombre bien moins important en ce qui concerne les emplois. Pendant la période de 1981-1982, 5 des 83 mégaprojets d'un bout à l'autre du Canada se trouvaient alors dans ma circonscription. Nous n'avons maintenant aucun mégaprojet, mais seulement des licenciements et le marasme économique. Il se passe la même chose à Sault-Sainte-Marie où nous avons assisté à de très nombreux licenciements. Notre industrie sidérurgique, comme dans tout le reste du pays, se trouve dans une situation désespérée.

C'est la politique économique et financière du gouvernement qui est en grande partie responsable de cette situation. On ne peut tout simplement pas être concurrentiel sur le marché des États-Unis avec des taux d'intérêt qui sont de 5 p. 100 supérieurs à ceux des Américains et avec un dollar qui vaut 0,87 \$ ou 0,86 \$ aux États-Unis. En outre, dans l'Accord de libre-échange, les sidérurgistes canadiens, qu'il s'agisse de Dofasco, de Stelco ou d'Algoma, ont tous cru qu'ils seraient débarrassés de la menace et des problèmes des droits compensateurs. En fait, cela ne s'est pas produit.

Depuis 1989, on a imposé des droits compensateurs sur nos rails d'acier et nos tuyaux non soudés. Ces droits les ont rendus invendables aux États-Unis et, si l'on y ajoute la valeur élevée du dollar, cela a eu des conséquences catastrophiques sur toute cette industrie qui est acculée à la faillite, ce qui est assuré dans le cas d'Algoma. La politique du gouvernement et les promesses non tenues de l'Accord de libre-échange sont principalement responsables de cette situation.

La résolution d'aujourd'hui souligne vraiment la folie des mesures et du gouvernement en ce qui concerne sa politique financière, monétaire, commerciale et fiscale. Celles-ci ont des répercussions catastrophiques sur notre

industrie et notre commerce mais, plus important encore, sur les travailleurs canadiens qui, au nombre de 1,4 million, sont menacés par le chômage et à qui on n'offre aucun programme de recyclage.

C'est, à mon avis, une situation désespérée qui nécessite une intervention du gouvernement et pour laquelle le budget n'offre aucun remède. Celui-ci ne fait qu'aggraver la situation parce qu'il demande aux gouvernements provinciaux et municipaux de payer davantage d'impôts, ce qui répercute encore davantage ces conséquences économiques néfastes sur tout le pays.

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, je félicite mon collègue d'Algoma d'avoir signalé à la Chambre le dilemme auquel nous tous du nord de l'Ontario faisons face.

Ces derniers mois, j'ai siégé, avec mon collègue, à de nombreux comités où nous avons discuté des secteurs de l'économie qui sont vraiment touchés en Ontario, spécialement dans la région d'où il vient. Je parle plus particulièrement de l'industrie du bois d'oeuvre. Comme il l'a dit à la Chambre dans son discours, plusieurs usines ont fermé leurs portes dans cette région.

Je voudrais demander au député s'il peut nous dire ce qu'il a vu se produire: l'angoisse et la douleur que ressentent les gens là-bas qui ont une famille à faire vivre, qui manquent de travail et qui n'auraient même pas la formation nécessaire pour exercer un autre emploi s'il y avait d'autres emplois. Je voudrais qu'il nous parle du désastre qui guette la ville de Sault-Sainte-Marie à cause de la fermeture possible de son plus gros employeur, ce qui ferait disparaître 8 000 emplois dans une industrie d'une importance vitale pour l'avenir de cette ville. Je voudrais aussi qu'il nous parle de l'angoisse et de la douleur que ressent chaque famille à cause de cette politique économique terrible qui touche tous les habitants du Nord, mais plus particulièrement ceux de Sault-Sainte-Marie et du district d'Algoma que nous, les gens de Thunder Bay—Nipigon, considérons comme faisant partie de notre région.

M. Foster: Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue et ami de Thunder Bay—Nipigon de sa question sur l'industrie du bois d'oeuvre. C'est un domaine qui nous intéresse tous deux, mais il est vrai qu'un des plus importants conglomerats du nord de l'Ontario, dans ce secteur d'activité, se trouve chez lui.

L'exposé qui a été fait à notre groupe de travail sur l'économie du nord de l'Ontario à Thunder Bay, par un représentant du groupe Buchanan, a été sans doute l'un